

*L'Adresse—M. Clark*

ment pas sa cause en parlant comme si le gouvernement ne se souciait pas de savoir à quel niveau le dollar flotte. C'est une invitation à la spéculation sur les devises. La peuple canadien s'attend du ministre qu'il prenne en main la situation et non qu'il se repose sur les grands prêtres de Zurich.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Je conjure le ministre de ne pas se leurrer et de ne pas leurrer les Canadiens en leur faisant croire qu'il est bon pour le Canada que notre dollar soit à la baisse sur les marchés mondiaux des devises. Cela peut assurer des bénéfices à court terme à nos exportateurs, mais comme l'a démontré l'expérience de pays comme la Grande-Bretagne et l'Italie, la dévaluation de la monnaie n'est pas la solution aux problèmes économiques fondamentaux. Cette idée date de 20 ans. Le ministre doit faire face à la réalité d'aujourd'hui.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Aucun discours du ministre, qu'il l'appelle un budget ou qu'il le considère tout simplement comme tel, et aucun réaménagement fiscal ne parviendra à renverser la situation. Il a fallu dix ans au gouvernement pour ternir la réputation du Canada. Il faudra du temps pour la rétablir. Finalement, le seul moyen d'y arriver, c'est d'opérer un changement non seulement au niveau des politiques, mais un changement fondamental dans le gouvernement.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Le ministre peut à tout le moins faire les premiers pas dans ce sens demain soir. Il a été un membre important du gouvernement pendant la majeure partie de la période pendant laquelle notre réputation a été détruite. Pour que ses efforts soient couronnés de succès, il aura besoin de l'appui de son premier ministre, tout comme la nation a besoin de connaître sans équivoque les vues du premier ministre sur les questions économiques.

● (1552)

Je pense qu'il est juste de dire que les méditations du premier ministre à la télévision, ses propos informels sur la discipline, sa proposition formulée lundi, selon laquelle les contrôles pourraient rester en vigueur pendant quelque temps à titre d'arme utilisable par le gouvernement, que toutes ces déclarations, émanant du chef du gouvernement du Canada, ont eu un effet très néfaste sur la confiance des investisseurs canadiens et sur l'économie canadienne.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Le premier ministre ne peut pas se débarrasser de ce fardeau auprès du ministre des Finances. Le premier ministre lui-même est tellement partie prenante à ce problème que je le mets au défi d'accepter ses obligations dans le discours qu'il va prononcer aujourd'hui, de traiter des problèmes économiques fondamentaux que notre pays doit affronter, d'énoncer précisément son point de vue en tant que premier ministre du Canada sur l'économie canadienne et les relations entre le gouvernement et le secteur privé canadien, et d'annoncer précisément et en détail le genre de discipline qu'il est disposé à s'imposer à lui-même et à imposer à ses collègues du gouvernement.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Nous nous préoccupons tous de sauvegarder l'unité de notre pays et, je pense, nous commençons tous à

[M. Clark.]

prendre maintenant conscience—nous avons quant à nous reconnu cette évidence il y a un certain temps, et elle s'impose maintenant aux députés libéraux—de ce qu'il n'y aura aucun moyen permanent de maintenir l'unité des Canadiens avant que notre économie ne soit redressée. Nous devons considérer nos problèmes économiques comme les plus urgents dans nos priorités, même si, à plus long terme, le problème du maintien de l'unité canadienne se révèle le plus important. Mais le point le plus urgent figurant actuellement au programme du Canada est la croissance économique et la poursuite de cet objectif sera l'un des principaux moyens, sinon le principal, de faire en sorte que les Canadiens continuent à vivre ensemble et à assurer leur croissance commune.

Je voudrais également parler d'un ou de deux autres aspects de ce que l'on appelle maintenant l'unité nationale. Je commencerai par dire, pour le cas où certains penseraient que le premier ministre est en train d'adopter une attitude plus souple sur le fédéralisme, que nous pouvons prendre la désignation du nouveau ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales (M. Lalonde) pour prouver le contraire. D'un seul coup, ce ministre est passé de la situation dans laquelle 8,000 fonctionnaires lui étaient comptables, à une situation dans laquelle aucun autre membre du gouvernement ne veut lui adresser la parole.

Après tout, le gouvernement a un secrétariat des relations fédérales-provinciales et un secrétariat de l'unité nationale, et Dieu sait encore quels autres, mais tous sont comptables au premier ministre qui, nous le savons, a la plus grande confiance dans son ministre d'État des relations fédérales-provinciales. Un fonctionnaire a même décrit le nouveau ministre comme «une espèce de vice-premier ministre», ce qui, j'en suis sûr, intéressera beaucoup le nouveau vice-premier ministre, que l'on n'a pas vu dans ces parages depuis la nomination du ministre d'État aux relations fédérales-provinciales.

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Il est malade.

**M. Clark:** Je ne savais pas qu'il était malade, et je lui dois mes excuses. Je ne vais pas chercher à deviner la cause de sa maladie, mais nous savons tous que le vice-premier ministre est un homme et un parlementaire de la trempe à supporter que l'on désigne le ministre d'État des relations fédérales-provinciales comme vice-premier ministre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Le discours du trône a indiqué qu'un certain nombre de propositions nous seraient soumises au cours de cette session. Celles-ci nous intéressent au plus haut point; nous avons hâte de savoir sous quelle forme elles nous seront présentées, et nous entendons les examiner minutieusement. Nous espérons qu'en préparant ces propositions, le premier ministre et ses collègues prêteront une attention toute particulière à l'accord qui a été conclu à la conférence historique de Kingston, au début de septembre, au cours de laquelle j'ai eu l'honneur de rencontrer les quatre premiers ministres progressistes conservateurs du Canada.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Je les aurais invités tous les cinq, monsieur l'Orateur, mais nous devions avoir une réunion avant la dernière déroute malencontreuse du NPD.

**Une voix:** Oh, oh!